

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 01/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



CERDIA FRANCE SAS

Rue Gaston Monmousseau
Plateforme chimique de Roussillon
38150 ROUSSILLON

Références : Is-178 RT
Code AIOT : 0006108774

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2022 dans l'établissement CERDIA FRANCE SAS implanté Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique de Roussillon 38150 ROUSSILLON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

CERDIA a mis à l'arrêt ses installations de production et en particulier celles relatives à la fabrication d'acide nitrique (atelier ANK) sur la plateforme de Roussillon. Comme les travaux de démantèlement des installations sont achevés, l'IIC est venue en faire le constat.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CERDIA FRANCE SAS
- Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique de Roussillon 38150 ROUSSILLON
- Code AIOT : 0006108774
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Ied : Ex IED - MTD

La société CERDIA (anciennement RHODIA ACETOW FRANCE et RHODIA OPERATIONS) exploite, depuis le 12 octobre 1999, sur le site de Roussillon, trois unités dédiées à la fabrication d'acétate de cellulose (atelier Acétol), d'acide nitrique (atelier ANK) et de catalyseur (atelier Nickel Raney). Ces activités ont été transférées par la société RHODIA OPERATIONS qui appartenait au groupe belge

SOLVAY.

CERDIA a déclaré les mises à l'arrêt successives de ces 2 ateliers ACETOL (fabrication de feuilles en acétate de cellulose=filtre à cigarette) et ANK (synthèse d'acide nitrique). L'atelier ACETOL a été mis à l'arrêt le 30 juin 2020 et l'atelier ANK le 7 février 2021.

Seul l'atelier RANEY est resté en activité. Toutefois le titulaire de l'autorisation d'exploiter n'est plus CERDIA mais BASF.

Les activités de CERDIA relevaient du régime d'autorisation Seveso seuil haut au titre de la réglementation des installations classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : démantèlement des installations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	démantèlement des installations	Code de l'environnement du 12/10/1999, article R512-39-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'atelier ANK est constitué de 2 emprises foncières distinctes au sein de la plateforme de Roussillon: l'atelier ANK et l'aire de livraison/dépotage des wagons d'ammoniac.

Ces 2 emprises foncières ont fait l'objet d'investigations afin d'identifier des pollutions résiduelles et de travaux de démantèlement des équipements en place.

L'examen du diagnostic de la pollution résiduelle dans les sols a fait l'objet d'une analyse et d'un rapport séparé de l'inspection des installations classées. Il en ressort que des points chauds ont été retirés et que le niveau de pollution résiduelle est faible et compatible avec un usage industriel.

Au vu des photos aériennes montrant l'implantation des équipements, l'IIC a constaté visuellement leurs démantèlements. C'est satisfaisant au regard des différentes étapes relatives à la mise à l'arrêt définitif d'un établissement ICPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : démantèlement des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/10/1999, article R512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.</p> <p>Constats : Toutes les installations de fabrication et stockage des substances ont été démantelées. Seules restent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un bâtiment qui comporte un transformateur électrique (propriété d'OSIRIS); - une plateforme anciennement dévolue au chargement/déchargement des wagons qui aura pour fonction de faciliter le nettoyage des wagons; - 2 pompes en usage et exploitées par ELKEM SILICONES (rejet d'eaux de refroidissement au canal 3.1p). <p>L'IIC estime que le démantèlement des installations CERDIA a été réalisé de façon satisfaisante.</p> <p>Selon CERDIA, ELKEM SILICONES dispose d'un usufruit pour l'emprise foncière de ses 2 pompes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet